

Résolu : Notre foresterie n'est tout simplement pas rentable selon les normes requises

Harvey L. Mead, auteur de *L'indice de progrès véritable : Quand l'économie dépasse l'écologie* et ancien Commissaire au développement durable du Québec.

Le débat actuel sur les activités d'exploitation forestière de la compagnie Produits forestiers Résolu semble manquer le principal élément. Dans mon travail sur l'Indice de progrès véritable (IPV), je cherchais des données pour le calcul du coût des externalités de nos activités économiques dans les différents secteurs. Je n'ai pas trouvé de meilleure source que les données du ministère des Ressources naturelles du Québec (MRN) sur notre exploitation forestière ; elles sont abondantes et traitées par deux programmes développés par des instituts de recherche du secteur, FÉRIC et FORINTEK.

Les représentants de l'industrie réfèrent à ce travail du Ministère comme une « boîte noire », sans jamais fournir le fondement des critiques implicites dans cette description. Les responsables gouvernementaux, à ma connaissance, n'ont jamais élucidé leur utilisation des deux modèles pour expliquer les résultats de leur application. Les milieux universitaires semblent reconnaître la possibilité de certaines faiblesses dans le travail, mais en même temps une concordance entre ce travail et leurs propres constats quant aux enjeux du secteur.

Comme je conclus dans le chapitre du livre sur l'IPV consacré au secteur forestier, à moins que les données du MRN et les modèles informatiques qu'il utilise ne soient tout simplement erronées, l'exploitation de nos forêts se fait à perte sur la très grande majorité des parterres de coupe, cela même quand la forêt est donnée aux exploitants. L'activité y est maintenue par la volonté des gouvernements successifs de préserver des emplois dans les régions ressources, alors que toute l'histoire de plusieurs régions est bâtie sur l'exploitation forestière.

Dans *Le Soleil* du samedi le 20 décembre, Louis Bélanger et Sophie Gallais de Nature Québec sont intervenus dans le débat, sans référence à la boîte noire mais en prônant que le Ministère intervienne pour aider Résolu à apporter les correctifs à son exploitation qui lui permettraient d'obtenir la certification Forest Stewardship Council (FSC) qu'il a perdue récemment. La perte de cette certification, comme ils l'expliquent, met en danger non seulement la compagnie mais les emplois qui en dépendent en région.

Le problème est que le Ministère est déjà intervenu, de façon structurelle, pour donner le bois aux exploitants et permettre l'exploitation et maintenir l'emploi, non pas en fonction de paramètres économiques, mais en cherchant à concilier occupation du territoire par des communautés qui y sont ancrées, exploitation des ressources naturelles renouvelables dans le but d'apporter des bénéfices à ces communautés et maintien des conditions qui rendent ces deux objectifs possibles. Nous voyons ces objectifs mis en question depuis des années maintenant, en partie en raison de changements profonds dans les marchés, en partie en raison d'une mauvaise gestion des activités associées à l'exploitation et en partie en raison de l'impossibilité de faire l'exploitation de façon rentable.

La norme de certification FSC (Forest Stewardship Council) exige une prise en compte des intérêts des communautés (dont celles des autochtones) autres que la seule exploitation du bois debout, une reconnaissance de l'importance d'aires protégées et le maintien d'écosystèmes

fonctionnels même là où il y a exploitation. Cette certification arrive à point nommé comme validation de notre exploitation de la ressource renouvelable qu'est la forêt, dont une analyse en fonction des données du Ministère suggère justement que la forêt ne se renouvèle pas avec l'exploitation que nous en faisons, même avec les meilleures intentions. Le problème avec la certification FSC est qu'elle vient sortir de la « boîte noire » le fait que notre exploitation de la forêt ne pourra que de façon très limitée être soutenable.

Le débat actuel, dont le contexte plus global fourni par l'IPV, nous montre que nous sommes devant un effondrement du modèle économique actuel et la mise en question de notre mal développement des dernières décennies. L'insistance par tous nos gouvernants, par tous les intervenants, y compris Nature Québec, pour une reprise de la croissance que l'on nomme maintenant «verte» mais qui ne viendra vraisemblablement pas – et qui mesure mal notre développement et notre « richesse » de toute façon – nous l'indique quotidiennement.